



## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Date : 16 Avril 2021

Objet : N°AO-002/21/CI/CBIT – DEVELOPPER UN SYSTEME DE METADONNEES POUR CHAQUE SECTEUR CONCERNE PAR LA CONTRIBUTION NATIONALE DETERMINEE (CDN)

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau projet « RENFORCEMENT DE LA CAPACITE NATIONALE A METTRE EN ŒUVRE LES ELEMENTS DE TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE PARIS à MADAGASCAR », Conservation international (CI), sise au Lot II W 27 D Rue Vittori François Ankorahotra – Antananarivo, lance le dossier d'appel d'offres aux groupes de consultants ou cabinets qualifiés pour développer le système Métadonnées pour chaque secteur concerné par la Contribution Nationale Déterminée (CDN), pour les secteurs concernés par l'atténuation et les inventaires de GES : **Déchets** (Traitement et rejet des eaux usées), **Transport** (aviation civile : internationale et nationale, chemin de fer et/ou navigation : internationale et nationale), **AFAT** (Terres : terres forestières restant terre forestière, terres converties en terres forestières), **Energie** (Industries manufacturières et construction), **Procédés industriels** (Industrie chimique, Métallurgie et Utilisation de solvant), et pour les secteurs concernés par l'Adaptation : **Forêt/biodiversité** et **Zones côtières**, dans l'objectif de l'amélioration du système de Métadonnées déjà en place en considérant de nouvelles catégories, de la mise en place d'un système de Métadonnées National en lien avec les systèmes de métadonnées sectoriels et la formation des secteurs sur l'utilisation et opérationnalisation des systèmes Métadonnées. Le dossier d'appel d'offres ci-joint contient toutes les informations nécessaires à la consultation.

Les soumissionnaires intéressés peuvent soumettre leurs propositions techniques et financières en version numérique à l'adresse email : [infos.cimadagascar@moov.mg](mailto:infos.cimadagascar@moov.mg) avec la mention « DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME DE METADONNEES » en objet du mail **ET** en version physique à l'adresse : Conservation international (CI), sise au Lot II W 27 D Rue Vittori François Ankorahotra – Antananarivo, au plus tard le 08 Mai 2021 à dix-sept heures (17h) portant la référence « DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME DE METADONNEES ».

Toutes les demandes d'information sur l'appel d'offres sont à envoyer à l'adresse e-mail [prasoahantarivelo@conservation.org](mailto:prasoahantarivelo@conservation.org).

Tous les candidats doivent appliquer les règles d'éthique professionnelle les plus strictes lors de la préparation et de la soumission de leurs propositions. S'il est sélectionné, il doit exécuter les prestations conformément au code d'éthique de CI.

La réputation de Conversation International (CI) découle de notre attachement à nos valeurs fondamentales : intégrité, respect, courage, optimisme, passion et travail d'équipe. Le code de déontologie de CI (le "code") fournit aux employés de CI, aux fournisseurs de services, aux experts, aux stagiaires et aux bénévoles des conseils sur la mise en pratique des valeurs fondamentales de CI et définit des normes minimales de conduite d'éthiques que toutes les parties doivent respecter.

**Pour être recevable, tous les candidats doivent signer une déclaration de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale.**

Toute violation du code de déontologie et de l'intégrité du processus de passation de marchés ainsi que de tous les documents doivent être signalés à CI via son service d'assistance en matière d'éthique à l'adresse [www.ci.ethicspoint.com](http://www.ci.ethicspoint.com).



**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**Numéro de l'appel d'offres : N°AO-002/21/CI/CBIT**

Le recrutement d'un groupe de consultants nationaux pour le  
**DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME DE METADONNEES POUR CHAQUE SECTEUR CONCERNE PAR LA  
CONTRIBUTION NATIONALE DETERMINEE (CDN)**

**Entité contractante :  
Conservation International/CBIT**

**Financement en vertu du renforcement de la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments de  
transparence de l'Accord de Paris à Madagascar.**



## Section I. Instructions et directives générales

- 1- Introduction
- 2- Instruction aux soumissionnaires
- 3- Calendrier de soumission
- 4- Evaluation des propositions et attribution du contrat

## Section II. Spécifications

Termes de références

## Section III. Normes d'approvisionnement et de contrat

Modèle d'Engagement du candidat en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale

---

## Section I. Instructions et directives générales

### 1- Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau projet « RENFORCEMENT DE LA CAPACITE NATIONALE A METTRE EN ŒUVRE LES ELEMENTS DE TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE PARIS a` MADAGASCAR, Conservation International sollicite de la part des consultants nationaux ou cabinet pour le développement d'un système de métadonnées pour chaque secteur concerné par la Contribution Nationale Déterminée (CDN) pour les secteurs concernés par l'atténuation et les inventaires de GES : **Déchets** (Traitement et rejet des eaux usées), **Transport** (aviation civile : internationale et nationale, chemin de fer et/ou navigation : internationale et nationale), **AFAT** (Terres : terres forestières restant terre forestière, terres converties en terres forestières), **Energie** (Industries manufacturières et construction), **Procédés industriels** (Industrie chimique, Métallurgie et Utilisation de solvant), et pour les secteurs concernés par l'Adaptation : **Foret/biodiversité** et **Zones côtières**, dans l'objectif de l'amélioration du système de Métadonnées déjà en place en considérant de nouvelles catégories, de la mise en place d'un système de Métadonnées National en lien avec les systèmes de métadonnées sectoriels et la formation des secteurs sur l'utilisation et opérationnalisation des systèmes Métadonnées.

### 2- Instructions aux soumissionnaires

#### a) Date limite de soumission

Les dossiers de soumission doivent contenir une proposition technique et une proposition financière à envoyer en version numérique à l'adresse email suivante : [infos.cimadagascar@moov.mg](mailto:infos.cimadagascar@moov.mg) **ET** en version physique à l'adresse : Conservation international (CI), sise au Lot II W 27 D Rue Vittori François Ankorahotra – Antananarivo, au plus tard le 08 Mai 2021 à dix-sept heures (17h) portant la référence « DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME DE METADONNEES ».

Tous les dossiers reçus après la date et l'heure indiquées sont irrecevables et rejetés.

#### b) Demande d'éclaircissement

Les soumissionnaires intéressés peuvent soumettre leurs questions à l'adresse e-mail suivante [prasoahantarivelo@conservation.org](mailto:prasoahantarivelo@conservation.org). Toutes les questions et réponses seront transférées par CI à tous soumissionnaires ayant fait la demande du présent dossier.

#### c) Exigences aux dossiers de soumission :

Toutes les propositions doivent être soumises en un seul volume, composées de :



- La proposition technique
- La proposition financière, et
- L'engagement du soumissionnaire en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale.

Le présent dossier d'appel d'offres n'oblige pas la CI à exécuter un contrat ni à lui engager à payer les frais pour la préparation ou la soumission des propositions. En outre, CI se réserve le droit de rejeter toute proposition, si une telle action est considérée comme étant dans le meilleur intérêt de CI.

i. Proposition technique

La proposition technique doit comprendre les parties suivantes :

- Partie 1 : l'approche technique, la méthodologie et le plan de travail détaillé. La proposition technique doit décrire en détail l'approche proposée par le soumissionnaire pour l'exécution des exigences décrites à la Section II : Spécifications - les termes de référence. Elle doit démontrer une compréhension claire des tâches à entreprendre et des responsabilités de toutes les parties concernées. Le soumissionnaire doit inclure dans la proposition technique le personnel à affecter pour chaque tâche et définir les missions à lui confier, le moyen matériel à utiliser, les sous-traitants qui seront engagés pour exécuter les services requis.
- Partie 2 : la gestion et l'organisation de l'intervention du personnel clé. Tous les curriculums vitae du personnel clé doivent être joints en annexe de la proposition technique. Les CV doivent démontrer les qualifications de haut niveau pour effectuer la prestation décrite. Chaque personnel doit avoir cinq (5) ans d'expériences au minimum dans la réalisation d'études dans le domaine du changement climatique en particulier celles relatives aux inventaires des gaz à effet de serre, études de vulnérabilités, et avoir des compétences confirmées dans les applications web dynamiques et des systèmes d'information géographique.
- Partie 3 : la performance et les expériences similaires du soumissionnaire avec trois références de clients. Veuillez inclure les descriptions des projets ou missions similaires antérieures.

ii. La proposition financière :

Les soumissionnaires doivent présenter leur proposition suivant le modèle « budget détaillé » stipulé dans la section ii.1. La durée de validité de la proposition financière est fixée à **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date de la remise de soumission. La proposition de coût détaillé sert à déterminer les propositions les plus avantageuses et sera la base de négociation pour l'attribution du contrat. Le coût proposé doit inclure tous les bénéfices, les frais et les taxes afférents. Les coûts supplémentaires ne peuvent pas être inclus après l'attribution. Les révisions aux coûts proposés ne peuvent être apportées après la soumission, à moins que CI ne le demande expressément si la proposition du soumissionnaire est acceptée.

Néanmoins, les soumissionnaires doivent fournir un budget détaillé indiquant les principaux postes de dépenses et toutes les rubriques entrant dans la mission. Ainsi, les offres doivent indiquer les prix unitaires, les quantités et le montant total. Toutes les informations de coût doivent être libellées en **ARIARY**.

Les soumissionnaires doivent fournir les informations justifiant les détails de chaque élément de coût ou du poste aux fins d'une analyse complète. CI se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur les coûts si le comité d'évaluation a des doutes quant au caractère raisonnable ou à l'exhaustivité de la proposition financière du soumissionnaire.

La proposition financière doit être présentée avec l'en-tête, la signature ainsi que les coordonnées fiscales du consultant. A défaut des coordonnées fiscales, il faut qu'il y ait l'adresse physique.

*ii.1 Budget détaillé :*

Description du service	Unité	Quantité	Taux journalier	Montant total
<b>TOTAL</b>				

**3- Calendrier de soumission**

Le calendrier suivant résume les dates importantes du processus d'appel d'offres. Les soumissionnaires doivent respecter strictement ces délais :

Date de publication dans les journaux locaux : 17, 21 et 24 Avril 2021

Date de publication sur Devex and CI Procurement site : 17 Avril 2021

Date limite pour les questions écrites : 30 Avril 2021

Date limite de soumission : 08 Mai 2021 à 17 heures

Les dates suscitées peuvent être modifiées à la seule discrétion de CI. Tout changement sera communiqué à tous les soumissionnaires intéressés et sera publié dans les journaux locaux.

**4- Evaluation des propositions et base d'attribution du contrat**

Le contrat sera attribué au soumissionnaire dont la proposition satisfait au mieux l'ensemble des critères d'évaluation (qualité et prix) énoncés ci-dessous, répond aux exigences en matière de capacité technique et à la partie financière jugée la plus avantageuse pour CI

Evaluation criteria	points
<b>Connaissance sur</b>	
Rapportage sous le cadre de Transparence de l'accord de Paris	5
Changement climatique, Inventaire GES, Adaptation, Atténuation	10
Gestion des bases de données, application Web	10
Pertinence de la méthodologie adoptée aux termes de référence	10
Conformité du plan de travail proposé avec les termes de référence	10
	<b>45</b>
<b>Expertise technique pertinente au projet</b>	
Bonne constitution de l'équipe de consultants	10
Expériences Staff (CV, Thématique, Région)	10
Expériences en changements climatiques	10
	<b>30</b>
<b>Appropriate budget</b>	
Répartition appropriée des jours de travail par rapport aux tâches et aux produits livrables	5
Tarifs journaliers appropriés pour les consultants en fonction de leurs qualifications	10
Autres coûts directs appropriés par rapport à l'étendue des travaux	10
	<b>25</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>



## Section II. Spécifications

### TERMES DE REFERENCE

#### **POUR LE RECRUTEMENT D'UN GROUPE DE CONSULTANTS NATIONAUX**

**POUR LE « DEVELOPPEMENT D'UN SYSTEME DE METADONNEES POUR CHAQUE SECTEUR CONCERNE PAR LA CONTRIBUTION NATIONALE DETERMINEE (CDN) » (output 2.1.3)**

**Dans le cadre du projet « renforcement de la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments de transparence de l'Accord de Paris » à Madagascar**

---

#### **I. CONTEXTE**

Madagascar a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris respectivement en 1998 et en 2016. Vis-à-vis de ces traités, le pays est tenu de remplir ses engagements de rapportage sous le cadre de la Transparence de l'Accord de Paris, aligné avec sa CDN. Dans ce contexte, Madagascar vise mettre en place un système de Métadonnées National pour les secteurs concernés par l'atténuation et l'adaptation permettant (i) de centraliser les données sur les changements climatiques, (ii) d'améliorer la qualité des inventaires des émissions des gaz à effet de serre (GES), (iii) de suivre les émissions, (iii) de faciliter les études de vulnérabilités et le choix des options d'adaptation, (iv) de suivre les actions d'adaptation pour tous les secteurs jugés vulnérables au changement climatique.

Dans ce contexte, le Gouvernement de la République de Madagascar a bénéficié d'un appui financier du Fonds pour l'Environnement Mondial pour mettre en œuvre un projet intitulé « renforcement de la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments de transparence de l'Accord de Paris ».

Parmi les initiatives importantes du projet figurent le développement et l'opérationnalisation d'un système de métadonnées. Le projet dans sa première année de mise en œuvre a établi des systèmes de métadonnées pour les secteurs concernés par l'atténuation et l'adaptation ainsi qu'un protocole de collecte de données. La présente prestation vise à améliorer le système métadonnées déjà établi en considérant d'autres sous-secteurs/ catégories, et également de mettre en place un système National de Métadonnées centralisant tous les données relatives à l'atténuation, à l'Adaptation et aux inventaires des GES

#### **II. OBJECTIFS**

##### **Objectifs généraux**

- Améliorer le système de Métadonnées déjà en place en considérant de nouvelles catégories
- Mettre en place un système de Métadonnées National (centralisation) en lien avec les systèmes de métadonnées sectoriels
- Former les secteurs ainsi que le BNCCREDD+ sur l'utilisation et opérationnalisation des systèmes Métadonnées

### III. TACHES CLES

Le groupe de consultants devra :

#### 1. Améliorer les systèmes de métadonnées sectoriels déjà établit

##### Pour les secteurs concernés par l'Atténuation et les Inventaires de GES :

suivant les lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux des gaz à effet de serre, en se basant sur les systèmes de métadonnées déjà établis, pour chacun des secteurs ci- dessous : (i) identifier les données requises pour les inventaires de GES et l' atténuation , (ii) analyser les données existantes au regard des besoins des acteurs, (iii) analyser le système de collecte des données et circuit des données au niveau des secteurs concernés ,(iv) identifier les lacunes dans le système de gestion des données des secteurs ,(v) identifier les données manquantes, inexistantes mais requises pour les inventaires de GES au niveau des secteurs , (vi) émettre des recommandations par rapport à ces lacunes afin de disposer de nouvelles données,

##### Secteur Déchets

- Traitement et rejet des eaux usées (traitement et rejet des eaux usées domestiques, traitement et rejet des eaux usées industrielles)

##### Secteur Transport

- Aviation civile (aviation internationale, aviation nationale)
- Chemin de fer et/ou
- Navigation (navigation internationale, navigation nationale)

##### Secteur AFAT :

- Terres (terres forestières restant terre forestière, terres converties en terres forestières)

##### Secteur Energie

- Industries manufacturières et construction

##### Secteur Procédés industriels

- Industrie chimique
- Métallurgie
- Utilisation de solvant

##### Pour les secteurs concernés par l'Adaptation :

- Réviser et améliorer les systèmes de Métadonnées déjà établis particulièrement le secteur Forêt/biodiversité
- Etablir un système de Métadonnées pour les zones côtières : Identifier les données requises permettant d'effectuer des études de vulnérabilité et facilitant le choix des options d'adaptation de ces secteurs, analyser le système de gestion de données de ce secteur et circuit des données, identifier les lacunes relatives aux données et système de gestion des données et émettre des recommandations



2. **Construire une base de données qui sera le système de Métadonnées National (centralisation) intégrant tous les systèmes de métadonnées sectoriels**
3. **Centralisation des données des systèmes de métadonnées sectoriels : créer une application web permettant d'exporter les données (Format CSG ou Excel)**
4. **Former les acteurs et secteurs concernés pour l'opérationnalisation des systèmes de Métadonnées sectoriels et National**

#### **IV. BUDGET PREVISIONNEL ET REPORTING**

1. Format : les budgets doivent être préparés et soumis dans Microsoft Excel et indiquer explicitement toutes les unités (p. ex., jours de travail), les coûts unitaires (p. ex., taux quotidiens chargés) et les coûts totaux. Les fichiers Excel doivent être "déverrouillés" et montrer tous les calculs.
2. Coûts inclus : les budgets doivent inclure des lignes pour :
  - 2.1. Travail, par expert individuel, en HJ, multiplié soit par un salaire journalier de base (MGA). Les taux quotidiens proposés doivent être conformes aux qualifications représentées dans les curriculums vitae des personnes nommées.
  - 2.2. Autres coûts directs.
3. Justification du budget : un exposé du budget doit accompagner la feuille de calcul du budget et justifier les coûts proposés.

#### **V. DUREE DU CONTRAT**

La durée de la prestation est de 35 jours (ouvrables), s'étalant du mois Mai de 2021 au mois de Juin 2021.

#### **VI. EMPLACEMENT DE LA TÂCHE/DES DÉPLACEMENTS APPLICABLES**

Le groupe de consultants travaillera obligatoirement avec les secteurs concernés (publics, privés), à partir de sa base d'opérations et devra effectuer des visites aux parties prenantes identifiées à Madagascar.

#### **VII. LIVRABLES**

Le groupe de consultants est astreint à la production des rapports obligatoires :

- Rapport de démarrage détaillant la compréhension/interprétation des termes de référence ; la méthodologie d'exécution de la mission ; le plan de travail et le calendrier de mise en œuvre convenus avec le BNCCC et CI-Madagascar, soumis 5 jours après la signature du contrat.
- Systèmes de métadonnées mise en place pour les catégories et sous-secteurs des secteurs cités plus haut
- Base de données nationale intégrant tous les systèmes métadonnées sectoriels mise en place



- Système de métadonnées central mise en place, application web développé et installée
- Ateliers de formation pour les secteurs concernés et techniciens du BNCCREDD+ sur le système de gestion de base de données
- Rapport final de la prestation. Il est soumis 15j au plus tard avant le terme de la mission pour être validé par BNCCREDD+ et CI

## VIII. PROFIL

### Equipe disposant de :

- Diplôme universitaire de niveau minimum Bac + 5 dans le domaine du changement climatique, de l'Environnement ;
- Diplôme universitaire de niveau minimum Bac+4 dans le domaine des Technologies de l'information et de la Communication (TIC) ou tous autres domaines liés aux TIC
- Minimum 5 ans d'expériences dans la réalisation d'études dans le domaine du changement climatique en particulier celles relatives aux inventaires des gaz à effet de serre, études de vulnérabilités
- Compétences confirmées dans les applications web dynamiques et des systèmes d'information géographique
- Expériences avérées dans le développement de plateforme web de gestion de contenu, du CSS et des normes du Word Wide Web Consortium (W3C) ; en outre, il devra disposer d'une expertise dans le développement d'applications web et une bonne maîtrise des outils de développement web (système de gestion de contenu (CMS), HTML, XML, PHP, java, Javascript, MySQL, PostgreSQL, etc.).
- Maîtrise des approches et des méthodes participatives ;
- Aptitude à faire des analyses, à en tirer des conclusions pertinentes et à faire des propositions constructives, capacités à rédiger des rapports de qualité en français ;
- Capacité linguistique en anglais et en français est exigée avec une excellente compétence rédactionnelle dans les deux langues.
- Ayant des expériences professionnelles à **Madagascar**.

### Section III. Normes d'approvisionnement et de contrat

#### Engagement du candidat en matière de transparence, d'intégrité, de responsabilité environnementale et sociale.

Dossier d'appel d'offres : N°AO-002/21/CI/CBIT

Objet : DEVELOPPER LE SYSTEME DE METADONNEES POUR CHAQUE SECTEUR CONCERNE PAR LA CONTRIBUTION NATIONALE DETERMINEE (CDN)

Tous les candidats s'engagent à appliquer les normes de conduite les plus élevées en préparant, en soumettant leurs offres. Et, s'ils sont sélectionnés, ils se chargeront éventuellement des travaux spécifiés lesquels se conforment au code d'éthique de CI.

CI s'appuie sur l'intégrité personnelle, le bon jugement et le bon sens de tous les tierces parties agissant à son nom ou fournissant des services à l'organisation pour traiter des problèmes qui ne sont pas expressément traités par le Code ou comme indiqué ci-dessous/

#### 1- En conformité avec le code d'éthique, nous certifions que :

- a) Nous comprenons et acceptons que CI ainsi ses partenaires contractuels, ses bénéficiaires et les autres parties avec lesquelles nous travaillons sont tenus de s'engager à respecter les normes les plus élevées de transparence, d'équité et d'intégrité en matière de la passation de marchés.

#### 2- En conformité avec le respect des normes sociales et environnementales, nous certifions que :

- a) Nous nous engageons à respecter les normes élevées d'éthique et d'intégrité ainsi que toutes les lois applicables dans l'ensemble de nos opérations, y compris l'interdiction des actions en rapport avec le Trafic des personnes, le travail des enfants, le travail forcé, les abus sexuels, l'exploitation ou le harcèlement. Nous respectons les droits de l'homme internationalement proclamés et ne prenons aucune mesure qui contribue à la violation des droits de l'homme. Nous protégeons ceux qui sont les plus vulnérables aux violations de leurs droits et des écosystèmes qui les soutiennent.
- b) Nous respectons et appliquons pleinement les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale, y compris les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, conformément aux lois et règlements applicables au pays où le contrat doit être exécuté.

#### 3- Pour ce qui est de notre éligibilité et notre conduite professionnelle, nous certifions que :

- a) Nous ne sommes pas et aucun de nos affiliés (membres, employés, sous-traitants et consultants) en état de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de cessation d'activité ou de faute professionnelle grave telle que déterminée par un Organisme de réglementation responsable d'octroi de licences et/ou de la réglementation des activités du candidat.
- b) Nous n'avons pas commis et nous ne livrerons pas à des actes criminels ou frauduleux. Nous n'avons pas été condamnés au cours des cinq dernières années par un jugement



définitif pour des infractions telles que la fraude ou la corruption, le blanchiment d'argent ou la faute professionnelle.

- c) Nous n'avons pas été impliqués dans la rédaction ou la recommandation de l'étendue technique de ce document de sollicitation.
- d) Nous ne sommes pas engagés dans aucune collusion ou fixation de prix avec d'autres candidats.
- e) Nous n'avons pas fait de promesses, d'offres ou de subventions, directement ou indirectement, à des employés de CI impliqués dans cette acquisition, ou à un fonctionnaire du gouvernement en relation avec le contrat à exécuter, dans l'intention d'influencer indûment une décision ou de recevoir un avantage indu.
- f) Nous avons pris aucune mesure et ne prendrons aucune mesure pour limiter ou restreindre l'accès d'autres entreprises, d'organisation ou d'individus à participer au processus d'appel d'offres lancé par CI.
- g) Nous avons rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou des impôts conformément aux dispositions en vigueur du pays où le contrat doit être exécuté.
- h) Nous n'avons pas fourni et prendrons toutes les mesures raisonnables pour nous assurer que nous ne fournissons pas et n'octroierons sciemment un soutien matériel ou de ressources à toute personne ou entité qui commet, tente de commettre, préconise, facilite ou participe à des actes terroristes, ou a commis, tenté de commettre, faciliter ou participer à des actes terroristes, et nous nous conformons à toutes les lois applicables en matière de financement antiterroriste et de blanchiment d'argent (y compris USA Patriot Act et Us Executive Order 13224).
- i) Nous certifions que ni nous ni nos administrateurs, dirigeants, personnels clés ou bénéficiaires effectifs ne sommes inclus dans une liste de sanctions financières ou économiques, d'exclusion ou de suspension adoptées par les Etats-Unis, les Nations Unies, l'Union Européenne, la Banque Mondiale ou les Services généraux de la liste de l'administration des parties exclues des programmes d'approvisionnement fédéral ou de non-approvisionnement conformément aux OCOM 12549 et 12689 " exclusion et suspension'.

Nom :

Signature :

Titre :

Date :

Antananarivo le, 16 Avril 2021

Léa RAKOTOMALALA  
Directeur des Opérations